



Revue-IRS



Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)

ISSN: 2958-8413

Vol. 3, No. 1, January 2025

This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/) license.



Gouvernance et autonomisation financière des entités territoriales décentralisées en RDC. (Cas de la Commune Rurale de Masimanimba 2020-2022)

¹Kapita Kianga Patrice, ²Kasongo Obwel Bernard, ³Kwasi Anon Véronique

¹Institut Supérieur Pédagogique de Masimanimba (RDC)

²Institut Supérieur Pédagogique de Kikwit (RDC)

³Institut Supérieur de Commerce de Kikwit (RDC)

Abstract : The Democratic Republic of Congo is full of immense surface and underground water resources. The question of access to drinking water in rural areas remains the central problem of the daily life of populations who only have surface water as a source of supply. The present study entitled: Analysis of the physicochemical and bacteriological parameters of surface and groundwater consumed by the population of Matende has the overall objective of analyzing the degree of potability of the water used by rural people in this part of the Lukamba sector. The methodological approach used to achieve this objective was based on the analysis of water samples taken from the Luvushi, Lubwe, Saint André, Sawula rivers and from the boreholes of the abbots and the sisters' dispensary and sent to the laboratory to detect the concentrations physicochemical and microbiological parameters contained in these waters in order to compare them to WHO drinking standards. The results obtained showed that the Matende region has a serious drinking water problem due to the fact that the quality of river and borehole water does not comply with WHO standards. The causes are the nature of the rock which contains it, the poor use of water by local residents and the lack of the notion of hygiene among the borehole managers.

Keywords : analysis, parameter, surface water, groundwater, drinking water.

Résumé : La République Démocratique du Congo regorge des ressources hydriques tant de surface que souterraine immense. La question de l'accès à l'eau potable dans les milieux ruraux reste le problème central de la vie quotidienne des populations qui n'ont que les eaux de surfaces comme source d'approvisionnement. La présente étude intitulée : Analyse des paramètres physico-chimiques

et bactériologiques des eaux de surfaces et souterraines consommées par la population de Matende a pour objectif global d'analyser le degré de potabilité des eaux utilisées par les ruraux de cette partie du secteur Lukamba. L'approche méthodologique utilisée pour atteindre cet objectif était basée sur l'analyse des échantillons d'eau prélevés dans les rivières Luvushi, Lubwe, Saint André, Sawula et des forages des abbés et de dispensaire des sœurs et acheminés au laboratoire pour détecter les concentrations des paramètres physico-chimiques et microbiologiques contenus dans ces eaux afin de les comparer aux normes de potabilité de l'OMS. Les résultats obtenus ont montré que la contrée de Matende connaît un sérieux problème d'eau potable par le fait que la qualité de l'eau de rivière et forage n'est conforme aux normes de l'OMS. Les causes sont la nature de la roche qui le contient, la mauvaise utilisation de l'eau par les riverains et le manque de la notion d'hygiène aux gestionnaires des forages.

Mots-clés : Gouvernance, autonomie financière, commune rurale

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.14780755>

1. Introduction

Les finances publiques comme discipline carrefour c'est-à-dire concernant des questions théoriques et intellectuelles sur l'impôt, les principes comptables, les budgets publics ; l'évaluation des politiques publiques et la réforme de l'Etat, jouent à ce jour un rôle très important et occupent une place de choix non seulement dans l'actualité, mais aussi dans le fonctionnement des institutions. Ce rôle place en effet, la gestion budgétaire au centre de la gestion publique et fait de cette dernière de surcroît un enjeu public, pourquoi pas électoral.

En RDC, déjà l'organisation et le fonctionnement des Communes Rurales même les Secteurs sauf les Provinces sont problèmes juridiquement par manque des Assemblées constituantes. Les Bourgmestres et les Chefs de Secteurs sont nommés politiquement et leurs gestions ne rencontrent pas l'esprit du Constituant d'une part et pour les Communes rurales, en particulier celle de Masimanimba, a du mal à identifier sur le plan des ressources exemple les impôts sur les revenus locatifs, d'autre part ;

Les contribuables sont plus exigeants et veulent à ce que la rigueur et la notion des résultats soient le maître mot de la gestion des finances publiques dans la mobilisation et l'affectation des ressources publiques.

De ce fait, la gouvernance des finances publiques subit une évolution importante et toute à travers les différentes réformes de s'adapter à ce contexte particulier en mettant à l'avant plan, les préoccupations liées à la performance.

La dimension budgétaire non seulement soutient et participe à la gestion publique, mais elle est devenue elle-même aussi un objet de politique publique (Cliche, 2009). Ce sont là des défis toujours renouvelés qui font de la matière une passion pour les acteurs politiques et un enjeu du pouvoir d'Etat.

Liant l'utile à l'agréable, la vie gouvernementale et aux questions qui sont abordées, la gouvernance des finances publiques en RDC est devenue le reflet des préoccupations des citoyens et des réponses que les gouvernements ont choisi d'y apporter. Il faut donc « recouvrer les recettes publiques et les affecter à des dépenses économiquement utiles en respectant les procédures et suivant un plan rigoureux de gestion » (Bakandaja Wa Mpungu, 2006). Cette réalité amène tous les acteurs à prendre réellement conscience du rôle que jouent les finances publiques dans le développement du pays, mieux son émergence et pousse à comprendre que l'amélioration de la qualité de vie de la population, doit son gage à la gouvernance des finances publiques.

Pour cette population que la culture des moyens qui prévalait jusque-là soit abandonnée au profit de la culture des résultats.
Des gouvernants aux gouvernés, lorsqu'il s'agit des finances publiques, on doit parler d'un contrat social.

La question des finances publiques se pose dans cette Entité Territoriale Décentralisée de la commune Rurale de Masimanimba, en termes des ressources, de l'équilibre budgétaire, des investissements, de l'assainissement, de la prise en charge de personnel etc...

Eu égard à ce qui précède et compte tenu de la complexité de notre recherche, notre préoccupation majeure dans cette étude se résume en ces termes : comment se passe la gouvernance financière dans la gestion de la commune rurale de Masimanimba ? Et Qu'est ce qui fait que, malgré les différentes reformes en matière fiscale par l'Etat congolais, la gouvernance des finances publiques de la commune Rurale de Masimanimba ne répond pas aux exigences de la gestion axée sur le Résultat ?

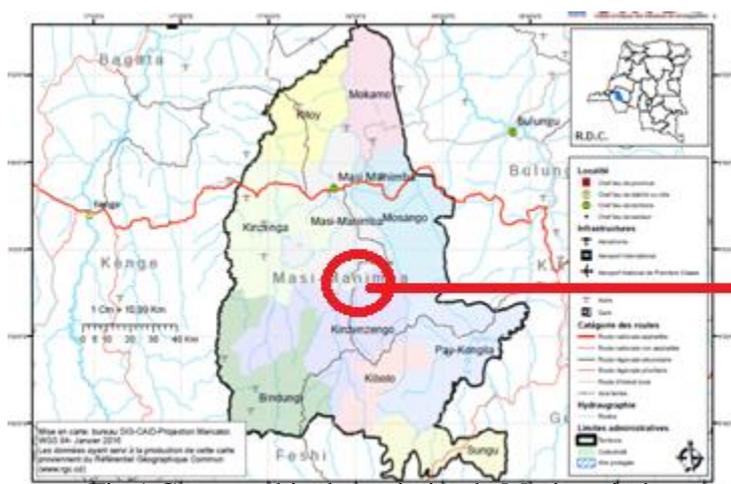
L'étude vise à : - analyser l'impact de la gouvernance des finances publiques dans la Commune ; - contrôler par l'Etat, le budget de la commune à l'absence de conseil délibérant ; - renforcer les capacités de gestion des finances publiques de la commune rurale ; - démontrer l'importance de l'implication de la population dans la réussite des ressources.

2. Milieu et méthodes

2.1. Milieu

La Commune Rurale de Masimanimba, généralement est l'ancienne Cité de Masimanimba, chef-lieu du Territoire de même nom. Elle est née sur base de Décret du premier Ministre N° 13/029 du 13 juin 2013 conférant le statut de villes et des communes urbaines de la province du Kwilu.

A ce jour, elle est dirigé par le Bourgmestre Rural, le tout 1^{er} qui s'appelle depuis aout 2016 Monsieur Parino Pasi Kimukedi. Elle est située : au Nord par la rivière Kangamuesi, au Sud par la rivière Bibodi, à l'Est par le village Yama et à l'Ouest par le village Mosenge-Msasimanimba. Sa superficie est de 35 Km²



Commune de Masimanimba

Fig.1 Cartographie du territoire de Masimanimba

2.2. Méthode

Dans le cadre de notre étude, les méthodes utilisées sont :

- Les méthodes d'enquête qui vont nous permettre d'évaluer les ressources et dépenses réalisées et leur mode de gestion ;
- Les observations participatives ;
- L'analyse des données sur base de modèle graphique.

3. RESULTATS

3.1. Contexte

Le financement de la commune rurale de Masimanimba repose principalement sur :

- Les recettes propres (taxes locales, impôts fonciers, services communaux, etc.).
- Les subventions de l'État.
- Les aides des partenaires ou organisations internationales.

Ces fonds sont destinés à soutenir les dépenses de fonctionnement et d'investissement pour le développement de la commune.

3.2. Comparatif des prévisions budgétaires et des réalisations (2020-2022)

Année	Budget Prévisionnel en CDF	Revenus Réels en CDF	Dépenses Réalisées en CDF	Taux de Réalisation en (%)
2020	48.965.000	4.989.450	6.019.931	12
2021	48.965.000	8.227.319	7.408.128	15
2022	58.450.000	10.418.591	9.571.132	16

- ✓ Les revenus réalisés sont inférieurs aux prévisions chaque année, indiquant des difficultés dans la collecte des recettes propres ou la réception des subventions prévues.
- ✓ Les dépenses restent en ligne avec les revenus, mais certaines activités prévues n'ont pu être réalisées faute de financement suffisant.

3.3 Sources de financement

Avant d'analyser les différentes sources de financement de la Commune Rurale de Masimanimba, le tableau ci-dessous illustre le degré de pourcentage sur la réalisation des recettes 2020-2022

3.3.1 Sources générales de financement

Source	2020	%	2021	%	2022	%
Prévision	48.965.000	100	48.965.000	100	29.349.191	100
Réalisation	4.989.450	10	8.227.319	17	10.418.591	35

Partant de ce tableau, il se constate que les recettes de financement ont été réalisées en 10 % en 2020, en 17 % en 2021 et en 35 % en 2022, la moyenne de 21 % des recettes. Ce qui pouvait expliquer le faible niveau d'autonomisation financière de la commune.

3.3.2 Sources de financement réalisées Selon les provenances

SOURCE	2020	2021	2022	Contribution moyenne	%
Propres	4.852.800	6.215.919	6.838.941	5.969.220	76
Subvention de l'Etat	136.650	2.011.400	3.579.333	1.909.333	24
Partenariat et aides exterieures	-	-	-	-	-
Total	4.989.450	8.227.319	10.418.891	7.878.553	100

Il ressort de ce tableau que la moyenne des recettes est de 21 %, le faible niveau d'autonomisation financière de la commune rurale de Masi-Manimba ; dans ce déficit de ressourcer le financement de cette commune, la participation les ressources propres est de 76 % ; ce qui n'explique pas son autonomie face aux besoins de financement ; Enfin, la part de subvention de l'Etat, est plus particulièrement au niveau des rétrocessions en moyenne de 24 %.

3.4. Secteurs prioritaires de dépenses

Secteur	Dépenses			Dépense moyenne	%
	2020	2021	2022		
Education	00	00	00	0	0 %
Sante	00	00	00	0	0 %
Infrastructure	-	699.900	615.000	438.300	6 %
Administration locale	6.019.931	6.708.228	8.956.132	7.228.097	94 %
Autres(culture,sport,,)	00	00	00	00	0 %
Total	6.019.931	7.408.128	9.571.132	7.666.397	100

De ce tableau il ressort ce qui suit :

- Une part significative du budget a été allouée à l'administration locale (94%), pour couvrir les besoins du personnel ;
- Faible taux en infrastructure (6 %), l'éducation et la santé (0 %) le manque de politique reflétant les besoins de développement local et aucune politique culturelle (0 %)

4. Défis et Recommandations

4.1. Défis rencontrés :

- ✓ Faible capacité de mobilisation des ressources propres.
- ✓ Retards dans la réception des subventions de l'État.
- ✓ Absence de mécanismes efficaces de suivi des dépenses.
- ✓ Absence du plan de développement local.

4.2. Recommandations :

1. Renforcer la collecte des recettes propres, notamment les impôts locaux et les taxes sur les activités économiques.
2. Diversifier les sources de financement en attirant des investisseurs privés et des ONG.

3. Mettre en place un système de gestion financière transparent pour optimiser l'utilisation des fonds.
4. Prioriser les projets d'impact rapide pour améliorer la confiance des citoyens.

Conclusion

Le financement de la commune rurale de Masimanimba pour la période 2020-2022 montre une intervention irrégulière importante aux subventions de l'État et des partenaires externes, et des ressources propres très faibles avec des efforts limités dans la mobilisation des ressources propres. Pour une meilleure autonomie financière, il est crucial d'améliorer la gouvernance locale et de diversifier les sources de revenus.

Références bibliographiques

- Bakandeja Wa Mpungu, (2006), G., *les finances publiques pour une meilleure gouvernance économique et financière en République Démocratique du Congo*, édition Larcier, Bruxelles, 92P
- Cliche P., (2009), *Gestion budgétaire et dépenses publiques*, presses de l'Université du Québec, 212 P
- Crozier M. et Friedberg, G., (1977), *l'acteur et question essentielle système*, éd. Seuil, paris, 230 p
- Phambu Ngoma-Binda,E., (2009), *principes de gouvernance politique éthique ...et le Congo sera sauvé*, édition ACADEMIA Bruylant, Louvain 220 p
- Duflo, E., (2010), *la politique de l'autonomie, lutter contre la pauvreté(II)*, éd. du Seuil et la république des idées, Paris, 101 p
- Gaudemet, P.M., et Molinier J., (1983), *finances publiques*, 4è éd. Montchretien, Paris, 223 p)